



Qui fait les frais du réchauffement?

Témoignages inédits sur la crise climatique dans la Corne de l'Afrique et au Mozambique

Contexte

Frappées par des cyclones et subissant les dégâts de sécheresses extrêmes, des communautés pauvres dans la Corne de l'Afrique et au Mozambique se retrouvent au premier rang de la crise climatique dont elles ne sont pourtant pas responsables. Elles sont largement abandonnées par la communauté internationale, qui n'a fourni que l'équivalent de 3 dollars par personne et par an (soit moins d'un centime par jour) pour les protéger des conséquences dévastatrices de la crise climatique. Alors que les dirigeants du monde entier se réunissent la semaine prochaine à New York à l'occasion du Sommet Action Climat des Nations Unies, Oxfam exige plus que des paroles en l'air et des fausses promesses. Oxfam demande des objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre ambitieux, une augmentation des financements pour l'adaptation des populations les plus pauvres aux changements climatiques et des mesures visant à résoudre les causes profondes de la pauvreté, notamment la crise de la dette, qui exacerbent la vulnérabilité des personnes.



Introduction

L'Amazonie en feu et le chaos semé par l'ouragan Dorian attirent l'attention du monde sur la crise climatique. Mais pour chaque catastrophe faisant les gros titres, ce sont des millions de personnes et de lieux qui essuient quotidiennement les conséquences de la crise climatique, largement passées sous silence.

Minate Amede, 29 ans, époux et père de deux enfants, Mozambique:

« La pluie a fait tomber un arbre sur notre maison, détruisant une partie du mur. Il y avait de l'eau partout. Avant de partir, nous avons surélevé tout ce que nous pouvions sur les meubles, en cas d'inondation de la maison. Mais lorsque nous sommes revenus une semaine plus tard, tout était détruit et inutilisable : notre téléviseur, la salle de bains et les latrines. L'eau n'a commencé à se retirer que la semaine dernière. »



Minate Amede (29 ans, à droite) parle à une bénévole de santé communautaire Fatima Mowade, chez lui.

Des crises climatiques et humanitaires extrêmes ont frappé la Corne de l'Afrique et le Mozambique. À l'instar des îles du Pacifique englouties ou en passe de l'être, cette situation devrait nous alerter sérieusement sur ce qui nous attend, alors que les conditions climatiques sont de plus en plus extrêmes, imprévisibles et mortelles. Cela révèle à quel point des pays qui ont si peu contribué à la crise climatique (un-e Américain-e génère autant d'émissions que 330 Somalien-ne-s) sont déjà confrontés à ses pires impacts.

L'année dernière, à cause de la sécheresse sévissant dans la Corne de l'Afrique, 15 millions de personnes ont eu besoin d'aide humanitaire en Somalie, en Éthiopie et au Kenya. Les cyclones récurrents au Mozambique ont rendu 2,6 millions de personnes dépendantes d'une forme d'aide et ont entraîné pour [3,2 milliards de dollars](#) de pertes et de dégâts, l'équivalent de 22% du produit intérieur brut (PIB) du pays ou environ 50% de son budget national. Proportionnellement, cela équivaut approximativement à l'impact de 23 ouragans Katrina frappant les États-Unis!

Si ces deux crises constituent des urgences bien distinctes, elles illustrent aussi les imbrications étroites de notre système climatique - l'humidité absorbée par les cyclones en Afrique australe [exacerbe la sécheresse](#) dans la Corne de l'Afrique.

La faim gagne du terrain : d'après les derniers chiffres des Nations Unies, jusqu'à 2,1 millions de personnes souffriraient déjà gravement de la faim en Somalie, portant les estimations du nombre total de Somaliens en situation d'insécurité alimentaire à 6,3 millions d'ici la fin de l'année 2019. Quant au Mozambique, ce sont 2 millions de personnes qui ne mangent pas à leur faim, dans un contexte d'insécurité alimentaire croissante.

Ces pays deviennent plus vulnérables aux chocs climatiques du fait des promesses de financement pour l'adaptation non tenues par les pays riches. Ce document explore de quelles façons les problèmes existants (crise de la dette, pauvreté, inégalités) rendent les pays et les communautés les plus pauvres toujours plus vulnérables face aux changements climatiques.

Tandis que les dirigeants du monde entier convergent à New York pour l'Assemblée générale de l'ONU 2019 et pour la Semaine du climat, Oxfam et ses partenaires, Save Somali Women and Children, Arid Lands Development Focus-Kenya (ALDEF) et Associação dos Jovens e Amigos de Govuro (Mozambique) exigent un programme d'actions concrètes afin de réduire les émissions de gaz à effet de serre, d'aider les communautés les plus pauvres à s'adapter aux chocs climatiques et à faire face aux causes profondes de la pauvreté et des inégalités (dont la crise de la dette):

- Les pays riches doivent doubler, au minimum, leurs contributions au Fonds vert pour le climat ainsi que l'aide financière globale dédiée à l'adaptation des pays en développement aux changements climatiques. Les gouvernements doivent également orienter l'aide financière vers les communautés les plus vulnérables ayant le plus besoin d'aide pour s'adapter.
- Les gouvernements doivent relever leurs objectifs largement insuffisants en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre pour honorer la promesse formulée dans l'Accord de Paris de contenir le réchauffement de la planète en deçà de 1,5 °C. Cela exigerait de réduire les émissions mondiales de 45% d'ici 2030 (par rapport aux niveaux de 2010), en vue d'atteindre zéro émission nette d'ici 2050.
- Les gouvernements doivent s'attaquer aux causes profondes de la pauvreté et des inégalités qui rendent les communautés et les pays pauvres plus vulnérables, à la fois aux chocs climatiques et aux changements climatiques à évolution lente, notamment par le biais d'une annulation de la dette.

Crise climatique: ici et maintenant

Oxfam et ses partenaires sont témoins du chaos semé chaque jour par la crise climatique et constatent lors de leurs interventions que ce sont les personnes les plus pauvres qui paient le plus lourd tribut. Femmes, hommes et enfants vulnérables se voient arracher leur habitation, leurs moyens de subsistance et leurs proches par des inondations et des sécheresses de plus en plus fréquentes et dangereuses, ou encore par des tempêtes amplifiées par une crise climatique dont elles et ils sont les moins responsables.

Hamisi Hussein Yusufu (36 ans) sur l'île d'Ibo, dans le nord du Mozambique :

« Des arbres étaient fendus en deux. Des toits étaient arrachés par le vent. Nous voulions courir, mais il n'y avait nulle part où aller. Il n'y avait même personne pour nous porter secours. C'était vraiment sauvé qui peut. »

« Nous sommes un troupeau sans berger. Nous sommes déboussolés et il est difficile d'avoir espoir dans l'avenir. Nous ne voulons être un poids pour personne, alors nous ferons ce que nous pouvons, et nous espérons que Dieu nous viendra en aide. »



Hamisi Hussein Yusufu (36 ans) construit un abri temporaire pour ses voisins après le passage du cyclone Kenneth

Les conditions climatiques extrêmes ont des conséquences dévastatrices, et les changements climatiques vont encore amplifier le phénomène. Depuis le début de l'année, plus de 5 000 personnes sont mortes à cause des conditions climatiques extrêmes. Selon les données du Centre de recherche sur l'épidémiologie des catastrophes, 38 millions de personnes ont besoin d'une aide d'urgenceⁱⁱ. Le CRED estime les pertes économiques directes pour 2018 à 100 milliards de dollars en termes de dégâts, de reconstruction et de sinistres assurés.

Cet impact économique est plus lourd pour les pays les plus pauvres. Entre 1998 et 2017, les pays à faible revenu ont déclaré des pertes imputables aux catastrophes climatiques de 21 milliards de dollars, soit 1,8% du PIB en moyenne. Sur la même période, les pays à revenu élevé ont déclaré pour 1 432 milliards de dollars de pertes dues aux catastrophes climatiques, soit 0,41% du PIB en moyenne.

Tableau 1 : Part du PIB dépensée dans les pertes dues aux catastrophes climatiques, selon qu'il s'agisse de pays à revenus faibles ou élevés, 1998 – 2017

1998-2017	Pays à faible revenu	Pays à revenu élevé
Pertes dues aux catastrophes climatiques	21 milliards de dollars	1 432 milliards de dollars
Pertes dues aux catastrophes climatiques en% du PIB	1,8%	0,41%

Des canaris dans les galeries du climat

Jamac Caabi Axmed, Somaliland:

« Je suis pessimiste car si la situation actuelle perdure et si la sécheresse revient, cela ne fera qu'empirer. S'il n'y a pas de solution et que la situation ne s'améliore pas, nous allons perdre tout le monde ici. J'ai peur de perdre des gens. »

Conséquences d'une sécheresse mortelle dans la Corne de l'Afrique, exacerbée par un conflit armé, plus de 15 millions de personnes ont besoin d'aide humanitaire et 5,6 millions de personnes sont déplacées. Et ces chiffres continuent d'augmenter. La sécheresse est devenue la nouvelle norme dans la région, et des études suggèrent que [la hausse des températures de la mer](#) au large des côtes [multiplie par deux la probabilité](#) de sécheresse. [10 des 21 dernières](#) saisons des pluies survenant normalement de mars à mai dans la Corne de l'Afrique n'ont pas apporté de précipitations, soit une sur deux en moyenne.

Les températures moyennes en Somalie ont [déjà augmenté](#) d'un degré sur les 30 dernières années, passant de 32,8 à 33,8 °C. Les températures plus élevées associées à un temps plus sec se traduisent par une diminution des troupeaux et de la production agricole, ravageant des communautés peinant déjà à survivre dans un pays où 80% de la population dépend des ressources naturelles pour sa subsistance. Les communautés avaient autrefois plus de temps pour se relever d'une période de sécheresse. Mais aujourd'hui, la succession des épisodes de sécheresse ne leur en donne pas la possibilité.

Lors de la sécheresse actuelle, en 2019, les précipitations ont été importantes entre mai et juillet, avec des niveaux « moyens » (habituels) enregistrés dans certaines régions. Toutefois, ces précipitations sont arrivées par vagues courtes et intenses, provoquant des inondations importantes dans de nombreuses zones, plutôt qu'en pluies prévisibles et plus régulières qui sont essentielles pour la production agricole et pastorale. Cela a conduit les Nations Unies à lancer le même jour (20 mai 2019), pour le même pays, la Somalie, un appel de [80 millions de dollars](#) pour les inondations et un plan de réponse à la sécheresse de [710,5 millions de dollars](#).

Ancien-ne-s du village, Somaliland:

« Impossible de décrire la sécheresse avec des mots. C'était si dur. Là où nous sommes assis, le sol était jonché de cadavres d'animaux. Tout le monde était dévasté. Les birkhads (mares) étaient vides et les puits ne fonctionnaient plus. C'était si difficile. Aucun d'entre nous n'a été épargné. Cependant, les familles ont survécu avec le soutien de membres de la

famille à Burao ou avec les fonds envoyés par d'autres proches résidant en ville. Cela nous a permis de rester en vie. »

En 2018, en plus de se relever d'une grave sécheresse ayant sévi entre 2016 et 2017, le nord de la Somalie a dû panser les plaies laissées par le [cyclone Sagar](#), survenu en plein pic de production agricole et aggravant ainsi les crises alimentaires déjà à l'œuvre. Sagar a été cyclone le plus fort de l'histoire de la Somalie, et jamais un cyclone n'avait pénétré aussi loin vers l'ouest dans la partie nord de l'océan Indien.



Fatuma (30 ans), Fatima, son fils dans les bras, traverse sa maison en ruine après le passage du cyclone Kenneth

Fatuma (30 ans):

« Nous avons lu des choses sur les cyclones à l'école et regardé quelques émissions à la télévision. On y voyait comment ils tuent, mais sans vraiment savoir de quoi il s'agissait. Lorsque le vent a commencé à souffler, tout le monde cherchait un arbre auquel s'accrocher pour ne pas être emporté. Les gouttes de pluie étaient comme des pierres vous frappant le visage. J'ai attrapé le sac de mes enfants où il y avait un sweater et quelques vêtements parce que je ne voulais pas qu'ils aient froid. »

Moins d'un an après le passage du cyclone Sagar, l'Afrique australe a essuyé un nombre sans précédent de cyclones: les cyclones Idai et Kenneth ont provoqué les ravages les plus lourds au Mozambique, frappé [pour la première fois de son histoire](#) par deux cyclones de catégorie 2 ou supérieure la même année.

Tandis que le cyclone Idai [a aggravé la sécheresse dans la Corne de l'Afrique](#), le second, Kenneth, a été le cyclone le plus puissant de l'histoire à frapper le Mozambique. Tout comme dans la Corne de l'Afrique, les communautés étaient encore en train de se relever de la sécheresse de 2016 provoquée par El Niño et de celle résultant de l'arrivée tardive des précipitations en 2018. Dans les zones les plus durement touchées, [80% des habitations](#) ont été endommagées ou détruites.

Justice climatique

Les pays riches ont tiré des profits économiques faramineux grâce à un modèle de développement très polluant, à l'origine de la crise climatique. Et même si aucun pays n'échappera aux chocs climatiques qui s'amplifient rapidement, la richesse des pays développés leur permet bien davantage de s'adapter à leurs impacts, comme la mise en place de programmes coûteux d'irrigation pour atténuer les sécheresses ou des assurances pour aider les communautés à se reconstruire après des inondations.

Par contraste, les pays les plus pauvres, qui ont le moins contribué à la crise climatique, se retrouvent maintenant confrontés à de lourds impacts alors qu'ils disposent de bien moins de ressources pour se relever des chocs et s'adapter au changement climatique.

Oxfam a démontré que les 10% les plus riches sont à l'origine de la moitié des émissions au niveau mondial, alors que les 50% les plus pauvres sont responsables de seulement 10% des émissions mondiales. L'empreinte carbone moyenne des 1% les plus riches de la population mondiale est potentiellement 175 fois supérieure à celle des 10% les plus pauvres.

Les émissions annuelles par habitant s'élèvent à [0,05 tonne](#) en Somalie, à [0,12 tonne](#) en Éthiopie et à [0,31 tonne](#) au Kenya et au Mozambique, des chiffres dérisoires comparés aux [16,5 tonnes](#) émises par habitant aux États-Unis. En d'autres termes, les émissions de CO₂ moyennes d'un-e seul-e Américain-e équivalent à celles de 330 Somalien-ne-s ou de 53 Mozambicain-e-s.

Alors que les populations des pays les plus pauvres dans le monde ont le moins contribué à la crise, elles sont les plus menacées d'être chassées de chez elles par des catastrophes climatiques. D'après les recherches, elles étaient cinq fois plus susceptibles d'être déplacées par des catastrophes climatiques extrêmes et soudaines que les habitant-e-s des pays à revenu élevé sur la période 2008–2016.

Cette comparaison masque la réalité de la situation quant à l'incidence disproportionnée des déplacements liés au changement climatique. En effet, ces chiffres ne tiennent pas compte des personnes déplacées par les sécheresses et autres événements à évolution lente, qui ont un impact fort sur les pays à faible revenu étant donné le nombre de personnes dont les moyens de subsistance sont étroitement liés à la terre.

En 2009, les pays riches ont convenu de mobiliser 100 milliards de dollars par an avant 2020 afin d'aider les pays plus pauvres à réduire leurs émissions et à s'adapter aux changements climatiques. Dans des pays comme la Somalie et le Mozambique, ces fonds pourraient dans l'idéal aider les communautés paysannes à diversifier leurs récoltes ou à préserver les ressources en eau. Ces financements pourraient aussi permettre d'étendre l'approvisionnement en énergie renouvelable pour les communautés n'ayant pas accès au réseau électrique, ou de mettre en place des systèmes de vigilance météorologique et d'alerte précoce afin que les communautés reculées puissent se préparer aux chocs climatiques.

Toutefois, des [recherches](#) révèlent que les pays riches ne tiennent pas leurs promesses, abandonnant en grande partie les pays pauvres à leur sort. Les fonds disponibles pour aider les communautés vulnérables à s'adapter aux conséquences des changements climatiques demeurent cruellement insuffisants. Le Programme des Nations Unies pour l'environnement estime que l'adaptation aux changements climatiques coûtera aux pays en développement

entre 140 et 300 milliards de dollars par an d'ici 2025/2030. Pourtant, à peine un cinquième des 52,5 milliards de dollars déclarés par les pays riches en tant qu'aide publique annuelle au financement climat (moyennes annuelles pour 2016/2017) a été alloué à l'adaptation et seulement 15% de la somme globale sont revenus aux 48 pays les moins développés. Le montant de l'aide disponible est bien en deçà de ce que suggèrent les chiffres déclarés. Par exemple, les pays bailleurs comptabilisent dans leurs déclarations la valeur nominale totale des prêts qui devront être remboursés et incluent des projets dont l'action climatique n'est qu'un aspect d'un programme plus vaste. Oxfam estime qu'au cours des dernières années, les pays les moins développés, dont le Mozambique et la Somalie, ont reçu en moyenne à peine 3 dollars par personne et par an d'aide nette dédiée à l'adaptation. Cela équivaut à moins d'un centime par jour pour se protéger contre inondations, sécheresses extrêmes et autres phénomènes climatiques extrêmesⁱⁱⁱ.

La crise de la dette, terreau de vulnérabilité

Le Mozambique comme la Somalie croulent sous le poids d'une dette qui empêche leur gouvernement respectif d'investir dans des mesures susceptibles d'aider les communautés à s'adapter.

La dette de la Somalie date d'avant la chute du gouvernement en 1991. Elle s'élève désormais à [4,6 milliards de dollars](#) soit environ 75% du PIB. Le chiffre semble écrasant, mais il reste dérisoire à côté des 700 milliards de dollars injectés pour renflouer les banques de Wall Street en 2008 (834 milliards de dollars [en termes corrigés pour 2019](#)).

Cet endettement est une corde au cou de la Somalie qui l'empêche d'accéder aux prêts internationaux susceptibles de contribuer à infléchir la trajectoire du pays, notamment des prêts pour les financements climat qui aident les pays vulnérables à s'adapter aux impacts du changement climatique et à entreprendre un développement sobre en carbone.

L'annulation de la dette de la Somalie aiderait le pays à se relever des catastrophes cumulées de la sécheresse et de la famine de 2011, qui ont tué [plus de 260 000 personnes](#), soit le plus lourd tribut en vies humaines payé par un pays en une seule année depuis le début du millénaire. Le pays a de nouveau été frappé par la sécheresse en 2016-2017, puis par le cyclone Sagar en 2018 et maintenant par une autre sécheresse dévastatrice qui plonge un tiers de la population, soit 6 millions de personnes, dans une situation de dépendance à l'aide humanitaire.

Halima Adan, présidente de Nexus Platform en Somalie et au Somaliland :

« Comment reconstruire les infrastructures vitales et les services publics si le pays est maintenu à genoux par une dette injuste ? Nous devons être capables de fournir plus qu'une aide humanitaire, nous avons besoin d'une réflexion ambitieuse à long terme pour remettre le pays sur pieds. La seule manière d'y parvenir est un allègement de la dette immédiat et de grande envergure. »

Dhudi, Somaliland:

« La sécheresse nous affecte aujourd'hui encore. Nous manquons toujours d'eau et les troupeaux sont décimés. Nous sommes toutes et tous très désœuvré-e-s. Certaines personnes déplacées n'ont pas d'abri. La plupart des personnes déplacées sont des éleveurs et des éleveuses sans éducation formelle. Il n'y a aucune opportunité pour ces personnes. »



Portrait de Dhudi Ismail Saeed Mohammed

La dette du Mozambique s'élève à 110% du PIB. La majeure partie a été [transférée en 2015](#) du secteur privé vers l'État, en violation des principes de la CNUCED pour l'octroi de prêts et la souscription d'emprunts responsables. Cela a conduit à des politiques d'austérité dévastatrices pour les services publics de base et s'est traduit par des coupes budgétaires dans des secteurs essentiels comme l'agriculture, la santé et l'éducation.

Pourtant, suite au cyclone Idai en mars, l'État du Mozambique ne s'est pas vu accorder l'annulation de sa dette, mais a été contraint d'emprunter 118,3 millions de dollars supplémentaires auprès du FMI pour pouvoir faire face et reconstruire après l'urgence, alourdissant encore sa dette.

Si la redevabilité et la transparence des États sont essentielles, le fait de laisser le Mozambique et la Somalie lourdement endettés affecte les personnes les plus pauvres et les plus marginalisées. Sans annulation de la dette, la Somalie comme le Mozambique sont piégés dans un cercle vicieux incapables de mobiliser des financements supplémentaires en raison de leurs dettes et utilisant des fonds publics pour rembourser ces dettes plutôt que pour aider les communautés pauvres à se préparer aux catastrophes et à s'en relever. Et si l'aide à l'adaptation est fournie sous forme de prêts plutôt que de subventions, cela ne fait qu'alourdir le fardeau de la dette de ces pays.

La pauvreté et les inégalités, terreau de vulnérabilité



Fitina dans l'une des chambres de sa maison, détruite par le cyclone Kenneth

Fitina Maua (37 ans), sur l'île d'Ibo frappée par le cyclone Kenneth :

« Je ne peux même pas envisager de réparer ma maison. Où trouverais-je l'argent ? Je dois trouver une solution car je n'ai nulle part d'autre où aller. En 1998, j'ai fui les combats dans ma ville natale de Bukavu, dans l'est de la République démocratique du Congo, et je suis venue au Mozambique. C'est ici que je me suis mariée et que j'ai fondé une famille. Je me sens chez moi. »

« Cette catastrophe nous a vraiment replongé-e-s très loin en arrière. Juste au moment où nous pensions être installé-e-s durablement, le cyclone s'est abattu sur nous. Il est difficile d'avoir de l'espoir dans l'avenir alors que vous survivez à peine aujourd'hui. »

Lors d'une catastrophe naturelle, tout le monde n'est pas frappé de la même manière. Les personnes les plus pauvres vivent souvent dans des logements précaires construits sur des terres marginales, souvent plus exposées aux risques d'inondation, et elles disposent de ressources bien moindres sur lesquelles s'appuyer lorsque des chocs surviennent. La frange la plus riche de la société est plus à même de faire face, car elle peut acheter des terres surélevées, consacrer un budget supérieur à son alimentation ou souscrire des assurances en cas de mauvaises récoltes ou pour se relever de catastrophes climatiques.

En Somalie, au Mozambique et ailleurs dans les pays pauvres ou riches, les inégalités profondément ancrées et persistantes font que les personnes les plus pauvres et les plus marginalisées sont les plus durement touchées par les chocs climatiques.

Le cyclone Idai a frappé certaines des zones les plus pauvres du Mozambique, qui étaient déjà les moins bien équipées pour faire face aux dégâts. La ville portuaire de Beira avait déjà lourdement souffert pendant la guerre, les personnes les plus pauvres vivant dans de

fragiles barques en tôle, installant leurs taudis là où personne d'autre ne voulait vivre, sur des terres marginales vulnérables aux problèmes comme les inondations. Des provinces durement frappées comme Zambézia et Sofala présentaient des taux de pauvreté supérieurs à la moyenne nationale (62% et 50% respectivement selon une évaluation des besoins post-catastrophe de la Banque mondiale de mai 2019).

Les femmes sont systématiquement marginalisées par rapport aux hommes. Même lors du déploiement de la réponse au cyclone Kenneth au Mozambique, les femmes dans les sites de réinstallation temporaire n'avaient pas autant accès que les hommes aux informations sur le processus de réinstallation et le type d'aide auquel elles pouvaient prétendre.

Les exemples sont légion. En Somalie, un héritage de discrimination se traduit par l'exclusion de clans minoritaires des processus décisionnels politiques. Au Mozambique, les communautés déplacées se retrouvent bloquées dans des zones sans moyens de subsistance appropriés. La constante est que toutes ces personnes sont celles qui ont le moins voix au chapitre dans les décisions politiques et le moins accès aux infrastructures et services publics, tout en étant privées de moyens de subsistance décentes. Tout cela les rend encore plus vulnérables en cas de catastrophe.

Ces mêmes personnes sont souvent les dernières à recevoir de l'aide pour reconstruire leur vie et se retrouvent ainsi encore plus marginalisées. Au Mozambique, près de cinq mois après le passage du cyclone, le réseau électrique est encore endommagé, les routes sont délabrées et les populations ont perdu bateaux et équipements de pêche ; dans certaines zones de réinstallation, les paysans ne s'effondrent dans les champs à cause d'un régime alimentaire insuffisant, qui se résume souvent à de la soupe de tomate provenant de leurs maigres récoltes.

À moins que l'on s'attaque de manière globale à ces inégalités, des millions de personnes plongeront davantage dans la vulnérabilité et auront besoin d'une aide humanitaire année après année, à des coûts de plus en plus lourds.

Kenya : Marginalisation et sécheresse

Les communautés pastorales qui vivent dans les zones arides et semi-arides du nord du Kenya ont toujours été marginalisées. Elles n'ont que très peu de poids pour influencer les décisions au niveau national, connaissent des niveaux de pauvreté extrêmes et les infrastructures de santé, d'éducation et économiques sont insignifiantes en comparaison avec le reste du pays, qui a atteint le niveau de revenu moyen en 2015. En dépit d'initiatives du gouvernement telles que le Hunger Safety Net Program (HSNP), conçu pour lutter contre les répercussions de la sécheresse dans le nord du Kenya, 2,6 millions de personnes sont confrontées à une insécurité alimentaire grave et ont besoin d'une aide alimentaire d'urgence.

« Des interventions plus complètes sont essentielles afin de lutter contre la marginalisation persistante de la population du nord du Kenya et de réduire leur vulnérabilité face à la sécheresse. Notre pays dispose des ressources suffisantes, mais nous manquons de volonté politique. »

Ahmed Ibrahim, directeur général de l'ALDEF

L'action climatique

Alors que les dirigeantes et dirigeants mondiaux se réunissent à l'occasion de l'Assemblée générale des Nations Unies et du Sommet Action Climat, Oxfam et ses partenaires appellent à ne pas se contenter de promesses creuses. Nous avons besoin d'un programme d'action concret pour réduire les émissions, aider les communautés les plus pauvres à s'adapter aux chocs climatiques et nous attaquer aux causes profondes de la pauvreté (dont la crise de la dette) qui font obstacle à l'adaptation.

Recommandations:

Communauté internationale

- Les pays riches doivent doubler, au minimum, leurs contributions au Fonds vert pour le climat ainsi que l'aide financière globale dédiée à l'adaptation des pays en développement aux changements climatiques. Les gouvernements doivent également orienter l'aide financière vers les communautés les plus vulnérables ayant le plus besoin d'aide pour s'adapter
- Les gouvernements doivent relever leurs objectifs largement insuffisants en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre pour honorer la promesse formulée dans l'Accord de Paris de contenir le réchauffement de la planète en deçà de 1,5 °C. Cela exigerait de réduire les émissions mondiales de 45% d'ici 2030 (par rapport aux niveaux de 2010), en vue d'atteindre zéro émission nette d'ici 2050 ;
- Les gouvernements doivent s'attaquer aux causes profondes de la pauvreté et des inégalités qui rendent les communautés et les pays pauvres plus vulnérables, à la fois aux chocs climatiques et aux changements climatiques à évolution lente, notamment par le biais d'une annulation de la dette.

États de la Corne de l'Afrique et d'Afrique australe

- Il convient d'écouter les femmes, les groupes marginalisés et les autres populations les plus durement frappées par les impacts de la crise climatique pour éclairer et influencer les politiques et les pratiques gouvernementales.
- Les États doivent prendre des mesures pour lutter contre la pauvreté et les inégalités qui rendent les communautés plus vulnérables aux chocs climatiques. Cela inclut de mettre en place des systèmes fiscaux plus équitables, d'introduire une protection sociale universelle et de renforcer la transparence et la redevabilité des dépenses publiques et du processus décisionnel des États.

ⁱ On estime que l'ouragan Katrina, la catastrophe naturelle la plus dévastatrice ayant frappé les États-Unis, a coûté 125 milliards de dollars en 2005. Le PIB était alors de 13 037 milliards de dollars, soit des dégâts équivalents à 1% du PIB (0,96).

ⁱⁱ EM-DAT: The Emergency Events Database - Université catholique de Louvain (UCL) - CRED, D. Guha-Sapir – [www.emdat.be], Bruxelles, Belgique

ⁱⁱⁱ Ces estimations sont basées sur une analyse d'Oxfam des chiffres du financement climat déclarés pour 2015-2016 qui identifie l'aide nette dédiée à l'adaptation. https://www-cdn.oxfam.org/s3fs-public/file_attachments/bp-climate-finance-shadow-report-030518-en.pdf. [L'analyse estime que les pays les moins développés ont reçu 48% des subventions totales pour l'adaptation en 2015-2016 et utilise les données de 2015-2016 de la Banque mondiale.](#)